



## CHAPITRE 34

### Loi des actions pénales

## CHAPTER 34

### Penal Actions Act

Prescrip-  
tion.

1. Une action, poursuite ou dénoncia-  
tion en recouvrement d'une amende im-  
posée par un statut ou une loi pénale qui  
décrète que l'amende est attribuée à la  
couronne seulement, ne peut être intentée  
ou faite que dans les deux années du jour  
où l'infraction a été commise contre les  
dispositions de ce statut ou de cette loi  
pénale.

Idem.

Une action, poursuite ou dénoncia-  
tion en recouvrement d'une amende imposée  
par un statut ou une loi pénale, dont le  
bénéfice et la poursuite sont réservés par  
ce statut ou cette loi à la couronne et à  
toute autre personne qui peut en poursui-  
vre le recouvrement, peut être intentée ou  
faite par cette autre personne dans le  
cours d'une année du jour où l'infraction  
a été commise, et non plus tard; et, à dé-  
faut de poursuite de la part de cette per-  
sonne, elle peut être intentée pour la  
couronne, dans le cours des deux années  
qui suivent l'expiration de cette première  
année. S. R. 1941, c. 28, a. 2, parag. 1 et 2.

Effet.

2. Toute action, poursuite ou dénon-  
ciation intentée ou faite pour contraven-  
tion à un statut ou à une loi pénale après  
le temps prescrit à cet égard, est nulle;  
mais quand la contravention consiste en  
l'omission de remplir un devoir imposé par  
la loi, le temps pendant lequel subsiste ce  
devoir et continue l'omission de le remplir,  
ne compte pas. S. R. 1941, c. 28, a. 2,  
parag. 3.

Réserve.

Applica-  
tion des  
articles 1  
et 2.

3. Les articles 1 et 2 s'appliquent uni-  
quement aux cas pour lesquels la loi n'a

Prescrip-  
tion.

1. No action, suit or information for the  
recovery of any fine imposed under  
any penal statute or law, whereby the  
forfeiture is limited to the Crown only,  
may be brought or laid except within the  
two years next after the date upon which  
the offence was committed against such  
penal statute or law.

Idem.

Any action, suit or information for the  
recovery of any fine imposed under any  
penal statute or law, the benefit and suit  
whereto is by such statute or law limited  
to the Crown and to any other person  
who may prosecute in that behalf, may  
be brought or laid by such other person,  
as aforesaid, within one year next after  
the date upon which the offence was com-  
mitted but not afterwards; and in default  
of any action or suit by such person, then  
the same may be brought for the Crown  
at any time within the two years next  
after the expiry of such first year. R. S.  
1941, c. 28, s. 2, subsec. 1 and 2.

Effect.

2. Any action, suit or information for  
any offence against any penal statute or  
law, brought or laid after the time in  
that behalf limited, shall be void; but  
when the offence consists in an omission  
to discharge a duty imposed by law, the  
time during which such duty subsists and  
such omission continues shall not be  
counted. R. S. 1941, c. 28, s. 2, subsec. 3.

Excep-  
tion.

Scope of  
sections 1  
and 2.

3. Sections 1 and 2 shall apply only to  
cases in which no other provision is made

rien prévu, et rien de contenu dans la présente loi ne doit avoir l'effet de prolonger ou étendre, en aucune manière, le délai pour intenter une action ou une poursuite ou pour faire une dénonciation en vertu de quelque statut pénal qui fixe un temps plus court que celui prescrit par la présente loi. S. R. 1941, c. 28, a. 3.

by law, and nothing contained in this act shall prolong or extend in any manner the time or delay for the commencement of any action, suit or prosecution in virtue of any penal statute which fixes or prescribes a shorter time than that limited by this act. R. S. 1941, c. 28, s. 3.

Procédure.

4. À moins que le tribunal ou le juge devant lequel une poursuite doit être portée, ou que la procédure qui doit être suivie ne soient indiqués par le statut décrétant une pénalité, la poursuite est portée, instruite devant, et jugée par un magistrat d'après les dispositions de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 28, a. 4.

4. Unless the court or judge before whom a prosecution is to be brought, or the procedure which is to be followed, be mentioned in the statute enacting a penalty, the prosecution shall be brought, tried and decided before a magistrate, in accordance with the provisions of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 28, s. 4.

Poursuivant.

5. Si le statut qui décrète une pénalité en autorise le recouvrement devant un tribunal de juridiction civile, mais sans attribuer à personne le droit d'intenter la poursuite, l'action peut être intentée par toute personne majeure, en son nom particulier. S. R. 1941, c. 28, a. 5.

5. If any statute enacting a penalty authorizes the recovery thereof before a court of civil jurisdiction, but without indicating who shall have the right to institute the prosecution, the action may be taken by any person of the age of majority, in his own name. R. S. 1941, c. 28, s. 5.

Frais.

6. Le tribunal, le juge ou le magistrat, saisi d'une poursuite pour pénalité, peut, dans tous les cas, accorder les frais et dépens au poursuivant lorsque l'action est maintenue, ou au défendeur lorsqu'elle est renvoyée. S. R. 1941, c. 28, a. 6.

6. The court, the judge or the magistrate, before which or whom a prosecution for a penalty is taken, may, in all cases, award costs to the prosecutor when the action is maintained or to the defendant when it is dismissed. R. S. 1941, c. 28, s. 6.

Confiscation.

7. Lorsqu'il n'a pas été prescrit d'autre mode pour faire prononcer une confiscation imposée par un statut, la procédure pour y parvenir, avec dépens, est la même que pour le recouvrement d'une dette ordinaire d'un égal montant, et elle est intentée devant le même tribunal, à la poursuite de la couronne, ou de toute partie privée poursuivant en son propre nom. S. R. 1941, c. 28, a. 7.

7. When no other mode is provided for the recovery of any forfeiture imposed by any statute, it shall be recoverable, with costs, in the same manner as any ordinary debt of like amount and before the same court, at the suit of the Crown, or of any private party suing in his own name. R. S. 1941, c. 28, s. 7.

Amende ou pénalité.

8. 1. Lorsque, par la loi ou en vertu d'un règlement municipal, une personne est autorisée à poursuivre devant les cours civiles le recouvrement d'une amende ou d'une pénalité, elle peut les recouvrer en son propre nom, de la même manière que toute dette ordinaire d'un égal

8. (1) Whenever, by law or under a municipal by-law, any person is authorized to sue for the recovery of any fine or penalty before the civil courts, he may recover the same in his own name, in the same manner as an ordinary debt of like amount, even if the fine wholly or partly

montant, lors même que l'amende doit entièrement ou partiellement revenir à la couronne ou à une corporation municipale.

2. Aucune déposition sous serment n'est requise de la part du poursuivant ni d'aucune autre personne avant cette poursuite. S. R. 1941, c. 28, a. 8.

reverts to the Crown or to a municipal corporation.

(2) No affidavit shall be required from the plaintiff or any other person before such suit is taken. R. S. 1941, c. 28, s. 8.

Avis.  
Significa-  
tion.

9. Avis de toute action intentée devant une cour civile en recouvrement d'une amende ou pénalité revenant entièrement ou partiellement à la couronne ou à une corporation municipale, doit être signifié sans délai, par le poursuivant, au procureur général ou à la corporation municipale; et l'original de cet avis, accompagné d'un certificat de sa signification, doit être rapporté en cour avec l'action. Aucune procédure ne peut être faite sur l'action avant tel rapport. S. R. 1941, c. 28, a. 9.

9. Notice of any action before a civil court for the recovery of a fine or penalty, wholly or partly reverting to the Crown or to a municipal corporation, shall be served without delay by the plaintiff upon the Attorney-General or upon the municipal corporation; and the original of such notice, with a certificate of its service, shall be returned into court with the action. No proceedings may be had on the action before such return. R. S. 1941, c. 28, s. 9.

Notice.  
Service.

Return.

Rapport.

Interven-  
tion.

10. La couronne ou la corporation municipale peut intervenir dans l'instance, en tout état de cause, pour y protéger ses intérêts et conduire la cause à jugement. S. R. 1941, c. 28, a. 10.

10. The Crown or the municipal corporation may intervene in the suit at any stage of the proceedings, to protect its interests and continue the case to judgment. R. S. 1941, c. 28, s. 10.

Inter-  
vention.

Paie-  
ment.

11. Le défendeur ne peut en aucun cas s'acquitter valablement, soit avant, soit après jugement, qu'en déposant au greffe le montant de l'amende et des frais. Le protonotaire ou le greffier distribue ensuite suivant la loi le montant ainsi déposé. S. R. 1941, c. 28, a. 11.

11. In no case shall the defendant be discharged, either before or after judgment, except by depositing in the office of the court the amount of the fine and costs. The prothonotary or clerk shall thereafter distribute the amount so deposited, according to law. R. S. 1941, c. 28, s. 11.

Dis-  
charge.

Destina-  
tion des  
amendes.

12. S'il n'a pas été établi d'autres dispositions pour l'attribution d'une amende, moitié en appartient à la couronne, et moitié à la partie privée poursuivante; à défaut de partie privée, la totalité appartient à la couronne. S. R. 1941, c. 28, a. 12.

12. If no other provisions for the application of a fine have been prescribed, one-half of it shall belong to the Crown and one-half to the private prosecutor; if there be no private prosecutor, the whole belongs to the Crown. R. S. 1941, c. 28, s. 12.

Applica-  
tion of  
fines.

Fonds  
consolidé  
du reve-  
nu.

13. S'il n'existe pas de dispositions contraires, les droits, amendes, sommes d'argent ou produits de confiscation, recouverts par la couronne en vertu d'un statut, forment partie du fonds consolidé du revenu et il en est rendu compte en conséquence. S. R. 1941, c. 28, a. 13.

13. If there are no provisions to the contrary, all duties, fines, sums of money or proceeds of forfeitures recovered by the Crown in virtue of any statute shall form part of the consolidated revenue fund, and shall be accounted for accordingly. R. S. 1941, c. 28, s. 13.

Con-  
solidated  
revenue  
fund.

Couronne  
privilé-  
giée.

14. Nulle disposition contenue dans une charte municipale, par laquelle des

14. No provision in any municipal charter, by which fines are declared to

Privileged  
crown.

amendes sont déclarées appartenir à une corporation, n'est censée affecter le droit qu'aurait eu la couronne à la propriété de ces amendes ou de partie de ces amendes si cette disposition n'avait pas été passée. S. R. 1941, c. 28, a. 14.

belong to any corporation, shall be deemed to affect the right to such fines or part thereof which the Crown would have had if such provision had not been passed. R. S. 1941, c. 28, s. 14.

Prison.

15. S'il n'est pas fixé d'autre lieu d'emprisonnement, lorsqu'un statut prescrit l'incarcération d'une personne, la détention a lieu dans la prison commune du district où l'ordre d'emprisonnement a été donné, ou, s'il n'y a pas de prison dans ce district, elle a lieu dans la prison commune la plus rapprochée. S. R. 1941, c. 28, a. 15.

**15.** If in a statute providing for the imprisonment of any person, no other place of imprisonment be fixed, such imprisonment shall be in the common gaol of the district in which the order of imprisonment is issued, or, if there be no gaol in such district, in the nearest common gaol. R. S. 1941, c. 28, s. 15.